

Attribution de temps

d'autant plus que les députés d'en face affirment ici: «Nous demeurons fidèles à l'esprit même du Parlement et nous prélevons les impôts de la façon la plus juste et la plus équitable».

Comment le gouvernement dépense-t-il l'argent des impôts qu'il a injustement soutiré, dois-je dire, aux Canadiens? Le gouvernement vient ensuite nous dire: «Nous allons dépenser cet argent et nous demanderons au Parlement d'approuver des dépenses de 19 milliards de dollars, mais nous ne vous dirons pas quelle est la nature de ces dépenses. Nous ne dirons rien qui puisse vous donner un indice, à vous, Canadiens, de la façon dont nous dépenserons cet argent». C'est acheter chat en poche. Comme l'a dit plus tôt un député, c'est demander à quelqu'un de signer un chèque en blanc. Personne ne croit que ce soit une méthode raisonnable pour gérer les finances du pays.

Je dirais que nos honorables vis-à-vis font tout en leur pouvoir pour tourner en dérision notre institution. En demandant aujourd'hui aux députés au Parlement de se mettre une muserolle et de cesser de discuter de cette somme de 19 milliards de dollars, en disant qu'il en a assez entendu, le gouvernement affiche encore une fois l'arrogance, l'insensibilité et l'indifférence qui le caractérisent. Je soupçonne que les Canadiens se contentent actuellement de hausser les épaules, imitant en cela la célèbre insouciance mondaine de leur premier ministre (M. Trudeau), et qu'ils se disent «Il n'y a rien à faire. Ces gens-là sont irrécupérables, ils n'ont aucune idée du sens des responsabilités en matière fiscale». Je me rappelle qu'il y a à peine quelques semaines, le premier ministre nous a dit «Nous nous engageons maintenant à stimuler l'économie dans un effort pour créer des emplois». Puis, hier, le ministre des Finances (M. Lalonde) s'en est mêlé et a déclaré «Un instant! Nous venons de changer d'idée. Nous ne chercherons pas vraiment à créer des emplois. Nous allons plutôt nous en remettre à l'entreprise privée.» Cet homme doit croire aux contes de fées. Quiconque s' imagine aujourd'hui que le secteur privé sera le tremplin de la reprise économique ne comprend pas un traître mot de ce qui se passe actuellement dans l'économie canadienne.

● (1530)

Il faudra des mois et des mois pour que les établissements, les mines et les usines retrouvent leur capacité de production. Compte tenu de l'enthousiasme qui règne dans des milieux financiers, bien peu sont disposés à relancer l'économie et à faire bouger les choses. Aucun dirigeant d'entreprise ne voudra se hasarder à le faire tant qu'il y aura deux millions de personnes sans travail et d'une façon ou d'une autre vivent aux crochets de l'État, et des centaines de milliers d'autres Canadiens menacés de perdre leur emploi, en supposant qu'ils le perdent, soient mis à pied prématurément cette année ou se voir accorder une période de vacances prolongée. Autrement dit, les Canadiens savent fort bien que leur pouvoir d'achat s'amenuise chaque jour. Ce ne sont pas eux qui vont s'empressement de stimuler l'économie en procédant à des achats massifs, en dépensant l'argent durement gagné, pour assister à une reprise générale.

Le parti que je représente, le Nouveau parti démocratique, est loin de s'imaginer qu'un vent de relance souffle dans le secteur privé. Avant de risquer leur argent, les investisseurs attendront une initiative du gouvernement fédéral. Avant

d'accroître leurs activités et d'acheter des actions, ils veulent avoir une idée de l'orientation prise par le gouvernement, connaître sa politique, ses programmes à court et à long terme ainsi que ses stratégies économiques.

Nos vis-à-vis sont trop exigeants quand ils demandent aux dirigeants d'entreprises et aux consommateurs d'avoir foi en eux, d'avoir foi en M. Trudeau et en son cabinet. Il s'est passé trop de choses pour que nous puissions avoir confiance dans ce gouvernement, espérer qu'il donnera le signal d'un nouveau départ socio-économique.

Je termine en disant que les membres du Nouveau parti démocratique croient que l'une des choses à faire aujourd'hui même pour regagner la confiance générale du public, c'est de ne pas mettre un terme au débat du projet C-143. C'est une mesure trop importante. Elle met en cause trop d'argent pour que le débat soit limité, pour que l'opposition se voie muselée.

[Français]

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le Président, il est intéressant d'écouter les orateurs expliquer les raisons pour lesquelles ils s'opposent au fait que le gouvernement puisse avoir de l'argent pour relancer l'économie, et de noter que depuis un an les partis de l'opposition demandent que le gouvernement crée de l'emploi et mette les ouvriers sur la voie de la prospérité, compte tenu de la crise économique que vit le Canada comme tous les autres pays industrialisés du monde.

Ce qui est étonnant, monsieur le Président, ce n'est pas nécessairement le déficit du gouvernement comme le genre de déficit intellectuel de l'opposition, où on a de la difficulté à présenter des solutions intéressantes pour être en mesure de permettre aux gens du pays de commencer réellement à se mettre au travail et au pays de prospérer.

Monsieur le Président, quand on examine la situation actuelle, on se rend bien compte qu'il existe des malaises qui sont profonds et des gens qui vivent des crises extrêmement difficiles. Tous les ministériels de même que les députés de l'opposition sont très conscients des difficultés, mais ce n'est pas en siégeant constamment à la Chambre, ou encore en prononçant des discours, ainsi qu'en rabâchant les mêmes propos que nous allons réussir à trouver des solutions concrètes.

Depuis tout à l'heure, monsieur le Président, j'écoute les discours, et la plupart des thèmes qui reviennent ressemblent à une forme d'inaction complète de la part de l'opposition pour présenter à la Chambre des solutions intéressantes. On demande depuis tantôt: Qu'est-ce que le gouvernement va faire des sommes d'argent qui seront empruntées au cours des prochaines années? J'aimerais donner des exemples concrets de ce que le gouvernement va faire de ces sommes d'argent. Mais que l'on sache tout d'abord, monsieur le Président, que le budget du gouvernement canadien est de 90 milliards de dollars. Il est important de signaler que, lorsque des emprunts sont faits, il faut toujours vérifier avec quelle autre somme d'argent ils sont en corrélation. L'exemple d'un emprunt de 19 milliards de dollars sur un budget total de 90 milliards de dollars nous démontre immédiatement qu'il y a des proportions qui sont respectées.